



## ARRETÉ RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT

297/2024

**Nous, Maire de la ville de Les Arcs sur Argens (Var),**

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.411.3, R.411.5, R.411.8, et R.411.20,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212.2, L.2213.1, L.2213.5, L.1512.13 et R.2213.1,

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

**Vu** la demande présentée par la **Sté AZUR BETON – 215 route du Plan de la Tour – STE MAXIME**

**Considérant** que pour permettre l'exécution de la livraison de béton chez Mme DUFFAIT, rue Guillaume Olivier, afin d'assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

### **ARRETONS**

**Article 1** La circulation sera temporairement réglementée sur la **voie rue Guillaume Olivier**, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable :

**le 8 juillet 2024  
de 09h00 à 11h00**

**Article 2** Durant cette période, la **circulation sera interdite avec route barrée et une déviation sera mise en place par l'entreprise.**

**Article 3** La signalisation de chantier sera mise en place, entretenue et déposée sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

**Article 4** Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

**Article 5** Le responsable des Services Techniques, la Police Municipale, la Brigade de Gendarmerie, le bénéficiaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**Article 6 :** Conformément au code de justice administrative, un délai de deux mois est ouvert à compter de la notification de la présente décision pour former un recours auprès du tribunal administratif de Toulon (art. R421-2 du CJA) assorti éventuellement d'une demande en référé suspension. Par ailleurs, un recours gracieux auprès de l'autorité ayant pris la décision peut être intenté dans le même délai. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à notre réponse (le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet). Un référé précontractuel peut être effectué jusqu'à la date de signature du marché (art. L551-1 et R551-1 du CJA). Enfin, le recours établi par la jurisprudence Tropic (Arrêt du CE 16/7/2007) peut être intenté dans les deux mois à compter de la date de publicité de la conclusion du contrat.

Fait à Les ARCS/ARGENS le 2 juillet 2024

**Par délégation du Maire**

Christophe FAURE

**Adjoint aux travaux**

